



Renseignements importants destinés aux locateurs

Utilisez cette formule pour demander à la CLI de rendre une ordonnance de **résiliation de la location** et d'**expulsion du locataire** si le locataire vous a donné un avis de résiliation de la location ou si vous et le locataire vous êtes entendus pour résilier la location. Vous trouverez des instructions sur la façon de remplir le formulaire L3 sur le site Web de la CLI à tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli.

1. Remplissez les trois parties de cette requête.

- **Partie 1** : Renseignements généraux sur :
 - le logement locatif visé par cette requête;
 - vous (votre nom, etc.);
 - les locataires qui sont en possession du logement;
 - les autres requêtes non réglées concernant le logement locatif.
- **Partie 2** : Sélectionnez le motif de votre requête.
- **Partie 3** : Vous ou votre représentant apposez ici votre signature et fournissez les coordonnées de votre représentant le cas échéant.

2. Déposez toutes les pages de cette requête auprès de la CLI (à l'exception de la présente page) au plus tard **30 jours** après la date de résiliation précisée dans l'avis que vous a remis le locataire ou dans la convention de résiliation de la location.

3. Payez les frais de demande de **201 \$** à la CLI au moment de déposer la demande. La CLI ne traitera pas votre demande à moins que vous n'ayez payé les frais. Si vous postez la demande ou l'envoyez par service de messagerie, vous pouvez payer les droits de dépôt par mandat, chèque certifié ou carte de crédit. Vous ne pouvez pas payer en argent comptant ou avec une carte de débit si vous déposez par la poste ou par service de messagerie. Si vous payez en ligne, envoyez votre reçu et votre requête par courriel à LTBpayments@ontario.ca. Si vous ne pouvez pas payer les frais, vous pouvez [demander une dispense des frais](#).

4. Vous devez également déposer les documents suivants avec votre requête :

- copie de l'avis ou de la convention de résiliation de la location;
- une déclaration signée ou un affidavit fait sous serment attestant le contenu de l'avis ou de la convention de résiliation de la location.

5. Si vous avez des questions ou désirez obtenir des précisions, communiquez avec la CLI.

416 645-8080

1 888 332-3234 (sans frais)

tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli



Lisez attentivement les instructions avant de remplir cette formule. Écrivez les renseignements en lettres moulées ou dactylographiez-les.

PARTIE 1 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Adresse du logement locatif visé par cette requête

Numéro municipal

Nom de la rue

Type de rue (par ex., rue, avenue, boulevard)

Point cardinal (par ex., est) Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

Nom et adresse du locateur

Prénom (S'il y a plus d'un locateur, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

()

-

()

-

()

-

Adresse électronique

RÉSERVÉ AU BUREAU :

Numéro de dossier



Noms et adresses des locataires

Prénom du 1^{er} locataire (S'il y a plus de deux locataires, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Prénom du 2^e locataire

Nom de famille

Adresse postale (si elle diffère de l'adresse du logement visé par la présente requête)

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

() - () - () -

Adresse électronique

Requêtes connexes :

Si vous ou votre locataire avez déposé d'autres requêtes visant le logement locatif et que ces requêtes n'ont pas été réglées, indiquez le numéro de dossier de ces requêtes ci-dessous.

Numéro de dossier 1

Numéro de dossier 2

PARTIE 2 : MOTIF DE LA REQUÊTE

Ombrez complètement la case ci-dessous pour indiquer si votre requête en résiliation de la location et en expulsion du locataire est fondée sur un *Avis de résiliation de la location donné par le locataire* ou sur une *Convention de résiliation de la location*. Indiquez également la date à laquelle la location est censée être résiliée.

Le locataire m'a donné un avis de résiliation de la location.

Le locataire a consenti à résilier la location.

Date à laquelle la location est censée être résiliée :

____ / ____ / ____

(jj/mm/aaaa)



PARTIE 3 : SIGNATURE

Signature du locateur ou du représentant

/ /
jj/mm/aaaa

Qui a signé la requête? Ombrez complètement la case correspondant à votre réponse.

Locateur Représentant juridique

Renseignements sur le représentant juridique

Prénom

Nom de famille

N° du BHC

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

() - () - () -

Adresse électronique

Collecte de renseignements personnels

La Commission de la location immobilière a le droit de recueillir les renseignements demandés sur le présent formulaire afin de régler votre requête déposée en vertu de l'article 185 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Une fois le formulaire déposé, les renseignements concernant l'instance peuvent devenir publics s'ils figurent dans une décision ou une ordonnance du tribunal ou dans un autre document, conformément à la [Politique d'accès aux documents](#) de Tribunaux décisionnels Ontario et à la *Loi de 2019 sur les documents décisionnels des tribunaux*. Les parties qui souhaitent assurer la confidentialité de leurs dossiers ou renseignements doivent demander à l'arbitre une ordonnance de confidentialité. Pour toute question sur les ordonnances de confidentialité ou l'accès aux dossiers, envoyez-nous un courriel à LTB@ontario.ca ou appelez l'Info-Centre au **416 645-8080** ou **1 888 332-3234** (sans frais).

Renseignements importants de la Commission de la location immobilière

- Après que le locateur dépose la requête, la Commission rend normalement une ordonnance de résiliation de la location sans tenir d'audience.
- Le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs à la Commission de la location immobilière constitue une infraction à la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.
- La Commission peut ordonner au locateur ou au locataire de rembourser à l'autre partie les frais liés à la requête.
- La Commission applique des règles de pratique qui énoncent les modalités relatives au processus de présentation d'une requête, ainsi que des lignes directrices d'interprétation qui expliquent de quelle façon la Commission peut trancher certaines questions susceptibles d'être soulevées dans une requête. Vous pouvez consulter les règles de pratique et les lignes directrices sur le site Web de la Commission à tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli ou en acheter un exemplaire dans un bureau de la Commission.

RÉSERVÉ AU BUREAU :

Delivery Method: In Person Mail Courier Email Service Ontario Center MS FL



Numéro de dossier :

Je, _____ de la ville/municipalité de _____

déclare ce qui suit :

À ma connaissance, les renseignements fournis dans la présente sont complets et exacts. Je comprends que le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs dans la présente constitue une infraction aux termes de l'article 234 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.

Nom

Signature

Date (jj/mm/aaaa)



Méthode de paiement

Indiquez le mode de paiement choisi pour payer les droits:

[Paiement en ligne](#) Reçu n° : _____

Remarque : le reçu doit être envoyé par courriel avec la requête à LTBpayments@ontario.ca.

Mandat Chèque certifié

Le mandat ou le chèque certifié doit être établi à l'ordre du « ministre des Finances ».

Carte de crédit

Si vous payez par carte de crédit et déposez votre requête par la poste ou par service de messagerie, vous devez remplir le formulaire [Paiement par carte de crédit](#) et le faire parvenir avec votre requête.